

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 16 DECEMBRE 1954

Cinquante-sixième année. — N° 409  
HEBDOMADAIRE. — Le N° : 20 Frs

## SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

Fondé en 1895 par Louis MICHEL et Sébastien FAURE  
RÉDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>)  
C.C.P. R. JOULIN, PARIS 5561.76

ABONNEMENTS  
FRANCE-COLONIES : 52 n° : 1.000 fr.  
26 n° : 500 fr. ; 13 n° : 250 fr.  
AUTRES PAYS : 52 n° : 1.250 fr.  
26 n° : 625 fr.  
Pour tout changement d'adresse faire  
30 francs et la dernière bande

Une augmentation  
supérieure au  
**MINIMUM  
VITAL**

*Pendant que les chômeurs, les vieux, les économiquement faibles et les travailleurs les plus humbles connaissent la misère*

## Messieurs les députés se sont appliqué l'échelle mobile !

### LA LUTTE CONTINUE EN AFRIQUE DU NORD

## Mendès-France n'y peut rien !

L'ASSEMBLÉE nationale vient d'approuver, par 294 voix contre 266, la politique Mendès-France en Afrique du Nord. L'Assemblée vient ainsi de faire du meurtre, de la répression, du chantage criminel des colons, une règle de conduite qu'il faudra à l'avenir conserver, améliorer si possible. Le colon-roi, l'imperialisme-roi, ont été approuvés par les « élus » d'un peuple qui condamnait les méthodes de colonialisation s'il les connaissait, s'il était conscient des milliers de meurtres qui se commettent au nom de la

civilisation ». Beaucoup de députés qui ont voté contre Mendès-France veulent d'ailleurs aller plus loin dans l'odisseuse répression. Ils trouvent que le gouvernement est trop doux. Ils pensent que des procédures plus violentes assureront mieux l'avenir de la « France » dans les terres qu'elle occupe.

Quelle est exactement la situation en Afrique du Nord ? Est-elle aussi belle que l'a dépeinte Mendès, pour clore les débats de l'autre soir ? Telles sont les questions que se posent les Français. Répondons en citant quelques faits très significatifs.

### TUNISIE.

#### Les Fellagha se rendent ?

D'APRÈS la bonne presse les fellaghas se sont rendus, même Lazhar Chraïti (le chef suprême), 2.713 hommes ont cessé le combat. Mais le colonialisme n'a pas l'air très disposé à laisser de côté ses privilégiés. L'exploitation va continuer aussi férocement qu'avant avec la complicité de certains dirigeants du Néo-Destour. Cela trompera peu de temps et demain 2.713 nouveaux fellaghas reprendront les armes, les conditions étant les mêmes.

D'ailleurs, personne ne peut croire qu'il n'y avait que 2.713 fellaghas en Tunisie. Il y avait tout de toute la population. Qu'en partie de cette population se soit laissé prendre à la politique louvoyante de la tête du Néo-Destour, c'est fort possible ! Mais pas pour très longtemps. L'expérience aidant, la lutte reprendra avec plus de vigueur.

Tahar Lassaoud ne s'est pas rendu. Il a fait mal regarder le fils de Bourguiba qui lui avait été envoyé tout spécialement.

« Les jours de ce garçon ont été en danger » quand il a raconté son histoire au vieux lutteur. Tahar Lassaoud restera fellaga. « France-Soir » nous dit : « A partir d'aujourd'hui commencent les opérations de destruction des derniers réfractaires » (13-12-54). Cela semble tout à fait normal ! Heureusement que les lecteurs regardent seulement les images. On se demande vraiment à la suite de quel traitement le rédacteur de cette énormité a atteint un tel crétinisme inconscient.

C'est sans doute à bout de force qu'il n'a pas achevé le second.

#### Envoi du contingent

La Commission de la Défense nationale, réunie sous la présidence de M. Max Lejeune, a entendu M. Christian Fouchet, ministre des Affaires marocaines et tunisiennes, M. Mitterrand

Michel DONNET-MALLA.

(Suite page 2, col. 1.)

### ALGERIE

#### Lynchage à Tizi Reniff

« LE JOURNAL D'ALGER » annonçait le 10 novembre que la population du Tizi-Reniff avait « lynché durement » des fellaghas que la gendarmerie venait de capturer. Un prisonnier fut tué, un autre blessé. C'était un bel exemple de la haine que les masses indigènes « démocrates saines » portent aux nationalistes. Ancun autre détail ne fut donné sur cet incident jusqu'au jour où Mme Marie Perrot écrit dans « Alger républicain » que le lynchage n'était pas fait par la population algérienne.

Il s'est confirmé par la suite que le lynchage avait été effectué par le fils du maire de Tizi Reniff, Guignard, sous les yeux des gendarmes qui ne sont pas intervenus. Cet individu, hors de lui et couvert de sueur, tapait comme une brute jusqu'à ce que l'homme soit mort.

### APRÈS LA PERTE DE SEPT CHALUTIERS

## Les responsables des 64 morts

#### Et voilà les quêteurs

Le ministre Chaban-Delmas a osé lancer un appel à des collectes parmi le peuple pour soutenir les familles des victimes. Le monsieur a du toupet. Trois jours avant son discours à la radio, toute la presse a publié que le député socialiste Mazier, rapporteur du budget de la Marine marchande avoua que la Compagnie des Messageries Maritimes a fait, en 1953, 1 milliard 924 millions de bénéfices net à cause des transports pour l'Indochine !

Croyez-vous qu'on ne pourrait pas puiser dans cette caisse pour indemniser les familles des morts ? Et dans celle de la Compagnie du Canal de Suez qui à chaque passage de bateau encaisse la grosse somme (elle fait même payer pour les corps des morts qui ramène d'Indochine) !

Croyez-vous qu'on ne pourrait pas aider les familles des morts ? Et dans celle de la Compagnie du Canal de Suez qui à chaque passage de bateau encaisse la grosse somme (elle fait même payer pour les corps des morts qui ramène d'Indochine) !

Quel cela se dise partout ! Que la question soit posée dans tous les syndicats de marine, de dockers et des armateurs pour qu'ils reviennent le bien des travailleurs et non celui des politiciens. Que sur tous les marchés à chaque poisson qu'elles achètent, les marchandes orientées versities, contre les profiteurs de la misère et de la mort des travailleurs de la mer.

Jean LE PEN (Brest).

#### Il faut le crier

Les responsables des morts sont donc le gouvernement et les partis qui se disent ouvriers (et ne le sont plus).

L'aide aux familles doit être immédiate et puisée dans les caisses des Messageries Maritimes et du Ménédec-

France.

Quel cela se dise partout ! Que la question soit posée dans tous les syndicats de marine, de dockers et des armateurs pour qu'ils reviennent le bien des travailleurs et non celui des politiciens. Que sur tous les marchés à chaque poisson qu'elles achètent, les marchandes orientées versities, contre les profiteurs de la misère et de la mort des travailleurs de la mer.

Jean LE PEN (Brest).

#### Et leurs complices

En d'autres temps, la « Populaire » socialiste et « l'Humanité » du P.C.F. auraient mené campagne sur ce thème. Tout cela a disparu.

Aujourd'hui ces messieurs ne veulent pas faire de peine au gouvernement. La mort des marins sera même à la littérature comme le « Perdus en mer » de « l'Humanité » du 10 décembre !

Il est donc clair que 64 marins sont morts parce que le gouvernement n'a pas mis tout en œuvre pour les sauver. Et les politiciens du parti socialiste et du P.C.F. sont ses complices.

Autre question : pourquoi les marins pêcheurs sortent-ils par mauvais temps ?

Parbleu, si on ne sort pas, on n'arrivera pas à donner la becquée aux goûts !

Voilà qui ajoute aux responsabilités du gouvernement et de tous les politiciens.

Les syndicats du bâtiment ont bien arraché une allocation d'intemporel versée quand le mauvais temps empêche les ouvriers de travailler.

Et pourquoi n'en est-il pas même pour les marins pêcheurs ?

Si les syndicats appartenient aux ouvriers au lieu de servir aux politiciens, cela ne se serait pas passé ainsi. Par exemple, si comme autrefois, le syndicat de l'arsenal de Brest était autre chose que la propriété des politiciens du P.C.F., les ouvriers de l'arsenal dont plusieurs avaient des parents à bord des chalutiers en péril, seraient montés en masse dans la préfecture maritime faire entendre la voix des travailleurs exigeant l'envoi à la mer des navires de guerre.

### La réunion du Comité National contre la Répression Colonialiste

Le jeudi 9 décembre a eu lieu la réunion pour la constitution du Comité de lutte contre la Répression coloniale.

Etaient présents :

— Fédération Communiste Libératoire.

— Parti Communiste Internationaliste.

— Comité de Défense sociale et d'entraide.

— Un jeune de l'U.J.R.F.

— Fédération Abondanciste Révolutionnaire.

— Un Comité d'adhérents à la C.N.T.

— Cahiers maghrébins.

— Un secrétaire de syndicat C.G.T.

— Un représentant du Comité d'Orly.

— Mouvement Libertaire Nord-Africain.

— Action Jeune Révolutionnaire.

— Internationale Communiste Libératoire.

(Suite page 2, col. 4.)

TRAVAILLEURS, si vous avez conservé vos feuilles de paye de janvier 47, janvier 50 et janvier 55, regardez-les bien et vous verrez que vos salaires sont restés bien au-dessous de l'augmentation du coût de la vie, pendant que les parasites du Palais-Bourbon ont multiplié leur « indemnité » plus de 5 FOIS !

Ils étaient à 499.000 fr. au 1<sup>er</sup> janvier 47, à 1.300.000 fr. en janvier 50 et ils seront à 2.600.000 fr. au 1<sup>er</sup> janvier 55.

Ils touchaient par mois 175.729 fr. avant le 1<sup>er</sup> juillet, ils étaient passés à 186.675 fr. et ils viennent de s'octroyer 25.882 fr. d'augmentation par mois. Ils vont donc percevoir maintenant 212.557 fr. par mois.

Et si l'on compte les indemnités pour les séances de nuit (131 millions) et si l'on sait que les frais de secrétariat des députés et des groupes sont payés par un budget de 218 millions, que chaque député a le courrier gratuit (45 millions au Budget), 3.000 communica-

tions téléphoniques urbaines (8 millions au Budget) par an et des facilités de voyage, on s'aperçoit que c'est près de 250.000 fr. par mois que touchent chaque de ces Messieurs.

Qu'on ne vienne donc pas invoquer la question des « frais » de secrétariat, de l'économie, de courrier et de déplacement.

On veut aussi parfois justifier l'indemnité parlementaire en prétendant qu'elle permet aux humbles d'accéder au Parlement ! Vaste plaisanterie : ce sont les frais de candidature que les humbles ne peuvent supporter ; seuls les représentants de la bourgeoisie peuvent affronter seuls une campagne électorale, les autres candidats sont nécessairement ceux des grands partis où la question de fortune individuelle ne joue plus.

Et puis, les députés P.C.F. se passent bien d'une partie de leur indemnité versée à leur parti. Ils n'en meurent pas et ils ont pu se permettre, de plus, de voter contre la dernière augmentation le 8 décembre. Le métier de député n'est donc pas si désagréable...

\*

Mais ce n'est pas tout. Sait-on (malgré que les documents aient été cachés à la presse par les services de l'Assemblée) que des crédits plus stupéfiants encore ont été inscrits dans le budget total de l'Assemblée (4.348 MILLIONS) ?

Nous relevons en effet : 688 MILLIONS de subvention à la caisse des pensions des anciens députés, 17 MILLIONS pour le service automobile, 3 MILLIONS pour l'entretien des jardins, 37 MILLIONS 1/2 POUR L'ENTRETIEN DU MOBILIER et des crédits sont prévus pour le paiement des deux immeubles acquis 95 et 99, rue de l'Université, en face du Palais-Bourbon, où seront installés des bureaux pour les députés et aussi... UN APPARTEMENT POUR M. EDOUARD HERRIOT, président d'honneur de l'Assemblée.

Une excellente opération de « Squatting » en perspective : gageons que l'abbé Pierre n'osera pas, mais d'autres oseront peut-être !

Enfin, l'Assemblée de l'Union Française obtient 700 millions pour déminer de Versailles à Paris !

Pendant ce temps, les sans-logis et les mal-logés seront abreuves de promesses, les chômeurs se contenteront de 225 fr. à 300 fr. par jour, les vieux auront 5.760 fr. par mois, les économiquement faibles 3.000 fr. par mois et les salariés de l'Etat viennent d'obtenir une augmentation de... 500 francs.

25.000 fr. d'augmentation mensuelle pour les députés : cela doit inciter les travailleurs à revendiquer. Ce sont les « représentants du peuple » qui reconnaissent eux-mêmes que les salaires doivent être 5 fois ce qu'ils étaient en 47.

En avant donc pour le programme ouvrier de la F.C.L. pour l'augmentation uniforme de 10.000 fr. par mois.

Le sursaut de colère qui nous a tous animés quand nous avons appris que les guignols du Palais-Bourbon s'étaient « sucrés » doit se transformer en volonté de lutter farouchement pour nos salaires.

COURSAN.

## GRAND MEETING

Sous la Présidence de

DANIEL GUÉRIN

G. FONTENIS

Pour la Fédération

Communiste Libératoire

STEPHANE JUST

Pour le Parti

Communiste Internationaliste

Un camarade du

MOUVEMENT LIBERTAIRE

NORD-AFRICAIN

P. PHILIPPE

Pour l'Action

Jeune Révolutionnaire

LOLA ROUSSEL

Pour le Comité

de Lutte

des Syndicats

Révolutionnaires

RIGUIDEL

Des Cercles de Défense

Sociale et d'Entraide

LANGE

Du syndicat

C.N.T.

de l'A.O.I.P.

Porte ouverte au fascisme

A réforme constitutionnelle votée le 1<sup>er</sup> décembre, par les députés, à la majorité de 412, voix contre 141, a été engloutie dans les faits divers et n'a nullement effacé « la passion » des lecteurs de la grande presse, pour l'affaire Dominici et l'agonie du pape.</p

## TRAVAILLEURS AU COMBAT

## Aux camarades dockers de Rouen

Voici qu'approchent les fêtes de fin d'année et malheureusement beaucoup des nôtres ne travaillent pas vu le chômage et n'ont plus droit au salaire de garantie. Les mouvements que nous faisons ne font pas flétrir nos patrons car tous les ports ne marchent pas à 100 %. On ne peut rien arracher sur le plan national car les dirigeants de la Fédération des Ports et Docks se retranchent sur le rendez-vous d'Avril promis par Mendès-France. Mais sur le plan local, à Rouen, il nous est très facile d'arracher une PRIME DE FIN D'ANNÉE DE 5.000 F pour tous, sans distinction de vacances de travail. Car nous sommes tous obligés à tous les jours, par deux fois, à être présents à cette espèce de

## Grève chez Dubonnet

Les travailleurs de chez Dubonnet, à Charenton, sont en grève depuis le 30 novembre, dans l'unité la plus complète, pour obtenir :

1<sup>e</sup> Une augmentation de 20 fr. de l'heure;

2<sup>e</sup> Que la prime de sortie soit portée de 280 à 400 fr.; salaire de base pour les chauffeurs-livreries, 16.000 fr.;

3<sup>e</sup> Une prime d'encaissement de 1 fr. pour 1.000;

4<sup>e</sup> Une prime de fin d'année.

La Direction, jusqu'ici, a refusé de recevoir les délégués; le mouvement, de ce fait, n'a fait que s'amplifier.

Un Comité de grève a été élu. Nous signalerons que, d'après les bénéfices avérés pour 1953, il ressort que, sur chaque salarié et par heure de travail fourni, a été prélevé un profit de 329 francs.

Les travailleurs de chez Dubonnet (vins et spiritueux) font un appel à la solidarité de la population charentaise et, dans l'unité toujours complète, ils lutteront jusqu'à complète satisfaction.

SANCHEZ, corresp.

## A la B.N.C.I. (Paris)

Je relève dans le Bulletin Syndical de la Banque où je travaille au minimum vital — et je ne suis pas seul — les échos suivants :

M. Durel (Chef de la Publicité) de la B.N.C.I. aime la « publicité » et il sait employer les grands moyens. Le 27 novembre dernier en personnage investi de fonctions d'autorité par la D. G. s'est permis de gifler un garçon de Bureau, M. Lévesque. Sous le coup, cet agent (mutillé de guerre) est tombé à terre et s'en est tiré avec huit jours d'incapacité de travail. Est-ce qu'après l'histoire de l'assesseur de l'Agence centrale, de l'annexe Vendôme, les méthodes de la B.N.C.I. seraient révisées ?

Que fait-on du respect humain ? Quelles sanctions ont été prises contre ce Cadre indigne ?

...OU SONT LES RESPONSABLES

Il y a deux mois environ, la Commission de Contrôle financier du Comité Central d'Entreprise, découvrant des détournements de fonds dont s'était rendu coupable le Secrétaire Adjoint du Comité, Rossier. Ces détournements portaient sur des sommes assez importantes et Rossier fut révoqué de la B.N.C.I. Le Personnel n'eut officiellement connaissance de cette affaire que par la circulaire la-

## L'action paie en Alsace

Dans la bagarre depuis le lundi 29 novembre, les ouvriers du Littré du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont obtenu une revalorisation de 5 % sur leurs salaires après 15 jours de lutte commencée par la solidarité effective des travailleurs allemands de l'imprimerie.

## Levée du lock-out chez Dunlop

La solidarité de la population de la ville de Montluçon a joué en faveur des « lock-outs » : meeting, défilés, défilés dans les rues. Les 5.000 travailleurs sont rentrés ensemble.

## Les dockers rentrent

Le travail reprend peu à peu dans les ports et docks. Une Commission paritaire nationale doit « discuter » avec le ministre des Travaux publics d'une éventuelle majoration du taux, 50 d'heure.

Les revendications ne peuvent être arrachées que dans la lutte; les dockers la reprennent et la mèneront, demain, vers la victoire.

## La lutte continue en Afrique du Nord

(Suite de la première page.) et M. Emmanuel Temple, ministre de la Défense nationale.

M. Temple a apporté des renseignements sur l'organisation de l'armée stationnée en Afrique du Nord et sur les revendications qui ont été envoyées.

M. Mitterrand a affirmé : « Il est anachronique de parler de question nationale en Algérie. L'ère des nations est dépassée. » Le ministre a ajouté : « Le gouvernement n'a pas et n'aura pas de

Le gérant : Robert JOULIN

Impr. Centrale du Croissant, 19, rue du Croissant, Paris-2e.

marché aux bestiaux que l'on appelle la Porte et si l'on n'a pas le bonheur d'être embauché, il faut attendre de 6 h. à 7 1/4 et de 12 h. à 13 1/4 pour pointer. Cette présence à l'embauche a lieu au froid et sous la pluie, car le B.C.M.O. est bien trop petit. Heureux celui qui a encore 20 F dans sa poche pour aller prendre un coup de jus au chaud, mais celui qui a épaisse ses 50 jours de salaire de garantie — ne peuvent plus faire tous les travaux à la cadence des nouveaux engins, est-ce qu'ils n'auraient pas droit à la prime de fin d'année ?

Nous devons obtenir aussi que nos heures supplémentaires soient comptées comme vacances et beaucoup de camarades auraient ainsi leurs 12 jours de congés payés et auraient droit à la journée d'ancienneté.

Un point de vue hygiène, l'on pourra obliger les patrons à nous donner des douches, lavabos, W.-C. : pour le moment, il n'y en a que 3 ou 4 par rive et il faut faire parfois 1 km. pour pisser. Et ces W.-C. sont inutilisables tellement ils sont sales et en mauvais état. Il faut se rappeler pourtant que Rouen a été longtemps premier port et possédait le plus beau chais à vin d'Europe entouré d'arbustes et de beaux parterres pour le coup d'œil lorsque MM. Ministres et Préfets étaient venus l'inaugurer. Aujourd'hui, pas une seule douche ni lavabo pour 2.000 ouvriers ! nous sommes obligés de casser la croûte les mains sales, et parfois pleines de poisons et produits chimiques que nous manipulons. Et quand nous travaillons dans les « poudreux » : pyrites, plâtres, phosphates, et principalement le charbon, nous sommes obligés de ren-

trer chez nous couverts de poussière et de mauvaises odeurs.

Les camarades qui sont obligés de prendre l'autobus n'osent pas y monter de peur de salir les autres voyageurs et de les incommoder par les odeurs de sueur et de produits. Ils font 4 à 5 km. à pied pour rentrer chez eux après leur dure journée et pour se laver dans une cuvette ; certains sont obligés de manger dans cet état car il faut attendre que les gosses soient couchés ou les obliger à sortir pour pouvoir se laver entièrement, et bien souvent nous ne sommes logés que dans une ou deux pièces.

Il faut demander aussi des garages pour les vélos et les motos qui restent toute la journée sous la pluie et risquent

d'être écrasés par les engins, il faut demander également de l'éclairage car il y a des endroits où l'on ne voit rien.

Camarades Dockers de Rouen, il faut passer à l'action et pour cela appuyer vos meilleurs défenseurs qui vous venez de choisir en les élisant au Conseil syndical. Car élire des responsables c'est bien, mais soutenir les plus énergiques d'entre eux et les empêcher de contraindre les autres à l'action c'est mieux. Tous unis, nous devons l'emporter et d'abord obtenir satisfaction pour les revendications minimum que nous venons d'indiquer.

BOUCHER.

N.D.L.R. — Nous publierons prochainement des renseignements sur ce qu'est le salaire de garantie, le mode d'embauche et les tarifs.

## a Lezoux, chez Fontvieille Les travailleurs ont remporté la victoire

Les lecteurs du « Lib » se souviennent que les travailleurs de cette boîte surexploités par un patron de combat (salaires au-dessus de 20.000 fr.) avaient su se grouper en un puissant syndicat C.G.T. pour dire halte à l'exploitation de plus en plus féroce. Le cahier de revendications déposé dans le bureau de l'exploiteur Fontvieille était resté sans grande réponse si ce n'est... des promesses, après l'échec de toutes les tentatives d'intimidation et de division parmi les ouvriers. Forcés, il a été d'accorder à partir du 1<sup>er</sup> octobre l'augmentation de 6 fr. 50 correspondant à l'augmentation du S.M.I. G. Mais ce n'était qu'une promesse, puisque, le 1<sup>er</sup> de ce mois, il a « oublié » complètement de changer les salaires.

Aussi les travailleurs de l'usine, très mécontents, ont-il décidé, à la suite de la majorité, la grève. Le 12 novembre, l'équipe du matin a débrayé dans l'unité totale. En vain, maître Fontvieille a-t-il tenté de flétrir les ouvriers qui stagnaient au portail de l'usine, il a dû céder après 3 heures de grève totale et prendre l'engagement écrit d'arrêter les 6 fr. 50 à partir du 1<sup>er</sup> octobre.

Bavo, camarades de chez Fontvieille pour votre unité et votre combativité ! Le patronat a dû reculer ! Mais c'est bien peu fr. 50 et, comme le pensent bien peu gars, si on avait demandé davantage on aurait obtenu davantage. C'est pourquoi, avec les Communistes libertaires, vous imposerez le véritable programme ouvrier, celui de la F.C.L.

1. 10.000 francs d'augmentation par mois pour tous.

2. Les 40 heures payés 48, en 5 jours.

3. La suppression des abattements de zone.

## Un pas vers la guerre

(Suite de la première page)

de Londres, il a dérangé la politique extérieure des diplomates de Moscou.

Mais cette opposition ne va pas loin : pour des faits moins graves que la signature des accords de Londres, elle ne provoque aucun enthousiasme, ni en France, ni en Allemagne, mais nous devons dominer notre résignation pour être à la mesure des événements. » Dans le même temps, nos bons bourgeois annoncent triomphalement que l'industrie aéronautique française va entreprendre la construction de chasseurs-bombardiers capables de porter la bombe atomique. Oui, comme en 1938 la bourgeoisie française cache cher son salut dans le relancement de l'industrie de guerre. Oui, comme en 1938, c'est la seule voie qui s'offre au capitalisme pour écartier la crise économique qui menace de faire écrouler son système d'oppression et de misère.

Oui, demain les accords de Londres, seront ratifiés. Un pas de plus sera fait vers la guerre, mais pour les travailleurs de France comme d'Allemagne la lutte continue. Plus que jamais contre la guerre que préparent les impérialismes, la lutte unie des travailleurs de tous les pays, de France et d'Allemagne au premier rang, doit s'intensifier.

Seule cette lutte fera reculer la guerre !

## LIB Mac Carthy condamné

Le vote du Sénat condamnant Mc Carthy par 67 voix contre 22, amènera-t-il un changement dans la politique fasciste du gouvernement américain? Certainement pas.

Mc Carthy, dont les activités et les propos à la tête de sa fameuse commission d'enquête, sont aussi ridicules qu'odieux, a été jugé trop topaze, trop voyant par le Sénat yankee.

En attaquant Eisenhower, en lui reprochant de faire preuve de faiblesse en

police pour ses méthodes dignes du fascisme le plus pur.

Des manifestations hostiles à Mc Carthy se sont déroulées à l'issue de l'audience.

A la suite d'un appel diffusé par voie de tract une foule estimée à plus de 2.000 personnes, toutes européennes, se rassembla devant l'hôtel où résidait le général Mc Carthy.

Les manifestants ont tenté de forcer les portes et les fenêtres de l'établissement. Des pierres furent lancées. Les manifestants ont déclaré d'empêcher le départ de Mc J.-Ch. Legrand qui doit se rendre à Casablanca pour assurer la défense des Marocains impliqués dans l'attentat du marché central.

R. GARANO.

## Mouvement Libertaire Nord-Africain

## ALERTE

Le Mouvement Libertaire Nord-Africain estime que le véritable responsable des événements actuels, en liaison avec ceux du Maroc et de Tunisie, est le régime colonialiste, basé sur l'expropriation des terres, la surexploitation, le chômage, la répression et l'opposition au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ainsi qu'aux aspirations révolutionnaires des travailleurs.

Le M.L.N.A. signale que l'accusation contre la propagande étrangère n'est qu'une diversion, afin de détourner l'attention internationale des véritables responsabilités du régime colonialiste.

Il proteste vigoureusement contre la dissolution arbitraire du M.T.L.D., la détention non moins arbitraire de ses militants et responsables envers qui il exprime sa solidarité, les procédés employés pour les faire « avouer » et réclame leur libération immédiate et le rapport du décret de dissolution, les atteintes à la liberté de la presse, en Algérie et en France, par la saisie illégale des journaux, y compris celle du « Libertaire », organe de la Fédération Communiste Libertaire, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>).

Et, à cette occasion, il manifeste sa solidarité envers cette dernière organisation, membre de l'Internationale Communiste Libertaire, qui, en liaison avec les peuples et les travailleurs coloniaux, mène la lutte anti-colonialiste, et a lancé, en France, un appel solennel pour la constitution d'un Comité de lutte contre la répression colonialiste.

Le M.L.N.A. dénonce le caractère provocateur des mesures militaires et policières, et, en particulier, de celles qui risquent de s'abattre sur la malheureuse population de l'Aurès, et grâce auxquelles les éléments colonialistes les plus réactionnaires espèrent renouveler les massacres du Constantinois et raffermir leur surexploitation.

Il dénonce le caractère haineux, mensonger de la presse colonialiste aux ordres de la grosse colonisation et de la sauvegarde de ses privilégiés.

La solution n'est pas dans le néo-colonialisme économique et social du gouvernement Mendès-France, au service de l'impérialisme français et de sa bourgeoisie.

Elle n'est pas dans le renforcement de l'« Ordre », préconisé et obtenu par la Fédération des maires, agents de la grosse colonisation, grâce à une campagne de panique savamment orchestrée parmi l'opinion publique et à des menaces à l'égard des « responsables » qui ne sauraient pas faire respecter l'« Ordre ».

Elle n'est pas, non plus, dans la collaboration, entre une bourgeoisie autochtone et la bourgeoisie française.

La solution est, au-delà de la simple libération politique nationale dans la lutte de tous les exploités, en union étroite avec les travailleurs révolutionnaires de France, l'ennemi étant le même, contre tous les exploitateurs, à quelque race qu'ils appartiennent, vers la société sans classe et sans Etat, la société Communiste Libertaire.

Et, dans l'ordre d'urgence, elle est dans les « Comités de lutte contre la répression », que le M.L.N.A. appelle solennellement tous les anticolonialistes, révolutionnaires, syndicalistes, hommes de conscience libre à constituer d'urgence, et sur l'idéal révolutionnaire qu'ils représentent.

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE NORD-AFRICAIN.

(Tract distribué en Algérie par nos camarades du M.L.N.A.).

## Réunion du Comité de Lutte

(Suite de la première page.)

nationalistes. Cependant, elle donne toute latitude à ses militants pour s'engager individuellement dans le Comité.

De même, Socialisme ou barbarie ne croit pas à l'efficacité d'une campagne de solidarité telle que nous l'envisageons.

Les autres organisations et individus sont d'accord pour repousser cette attitude. Elles considèrent qu'alors que la ratification, les révoltes, les arrestations, les assassinats de rési-

tants, les tortures se multiplient, il est impensable que les révolutionnaires restent inactifs.

Les petites organisations qui se refusent à se joindre à l'action du Comité rejoignent ainsi les partis traditionnels (S.F.I.O. et P.C.F.) qui ont naturellement oublié de répondre à notre appel.

Les révolutionnaires luttent pour les opprimés, contre les oppresseurs, donc pour les travailleurs nord-africains contre les forces répressives militaires et policières et ceci, par tous les moyens.

Aussi, sur proposition de la Fédération Communiste Libertaire, la démission, au début de l'ordre, est décidée qu'une première manifestation, le meeting, aura lieu le mardi 21 décembre, à Wagram.

\*

Pour nous, communistes libertaires, la question est claire. Tout ce qui sera possible pour soutenir la lutte des peuples d'Afrique du Nord pour leur liberté et pour faire reculer l'assassinat et la destruction réclamés par les gros colons, chaque militant communiste libertaire le fera, quoi qu'il puisse arriver !

En avant pour faire du meeting du 21 une grande démonstration ouverte anticolonialiste !

— A la tâche pour la multiplication des Comités de lutte locaux.

— En avant pour le soutien des pays coloniaux en lutte pour leur liberté !

La délégation de la F.C.L. au Comité de Lutte contre la Répression Colonialiste.